



*Portant reprise d'une concession temporaire non renouvelée ou abandonnée dans le cimetière de La Trinité.*

Nous, Maire de la commune de LA TRINITÉ,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2223-13,
- Vu l'arrêté du Maire n° 11 07 07 en date du 15 juillet 2011 adoptant le règlement intérieur du cimetière communal,
- Considérant qu'il convient d'assurer une rotation normale dans l'attribution des concessions temporaires consenties dans le cimetière pour l'attribution d'emplacements de sépultures,

**A R R Ê T É**

**Article 1 :** A compter du 3 mai 2024, il pourra être procédé à la reprise de la concession temporaire mentionnée ci-dessous qui est arrivée à expiration :

Concession		Nature	Titulaire :	Date acquisition :	Date renouvellement :
N°	Carré				
635	F4/2	Tiroir 2 places	<b>Michel BROUSSY</b>	23 mars 1971	23 mars 2021

**Article 2 :** La concession mentionnée n'ayant pas été renouvelée ou convertie pour une durée plus longue par la famille sera reprise par la Commune. Il sera donc procédé à l'exhumation des défunts inhumés dans les sépultures. Les restes mortels seront recueillis et réinhumés avec toute décence due aux défunts dans l'ossuaire du cimetière de La Trinité

**Article 3 :** L'identité des personnes exhumées des concessions reprises, sera consignée dans un registre consultable en mairie.

**Article 4 :** Après l'accomplissement de ces différentes opérations, la sépulture, dont la reprise est prononcée, sera de nouveau concédée pour de nouvelles inhumations.

**Article 5 :** La famille devra faire enlever les monuments ou signes funéraires et autres objets quelconques existants sur la sépulture reprise.

**Article 6 :** Faute pour la famille de se conformer à cette disposition, il sera procédé d'office à l'enlèvement des objets désignés à l'article 3.

**Article 7 :** Les objets ainsi enlevés resteront à la disposition de la famille pendant un an et un jour.

**Article 8 :** A l'expiration de ce délai, tous les signes funéraires ainsi enlevés seront considérés comme objets abandonnés et la commune pourra en disposer librement.

**Article 9 :** La commune ne sera en aucun cas responsable envers la famille, de la détérioration des objets qui, par l'effet de l'enlèvement, viendraient à être dégradés ou détruits.

**Article 10 :**

Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication dématérialisée pendant 2 mois sur le site : **villedelatrinite.fr** dans la rubrique, *affichage légal de votre mairie* et dont l'ampliation sera transmise au représentant de l'État.

La Trinité, le 06 MAI 2024

**Ladislav POLSKI,**  
Maire de La Trinité,  
Vice-Président de la Métropole Nice Côte  
d'Azur.



-----  
Arrêté n°24 05 02

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE ET D’EXECUTABILITÉ**

Le Maire déclare et certifie que le présent arrêté

- a été affiché du ..... au .....,
- que cet arrêté est exécutoire le premier jour de l’affichage.

Fait à LA TRINITE,  
le .....

*Pour le Maire et par délégation,*  
Le Directeur général des services,

Cédric OMET